JOURNAL DE LA HAYE.

PREX DE L'ANNÉE
 La Haye. Provinces.
 Six mois . . . 14 16
 Trois mois . . . 7 8
 Les premières 5 lignes fl. 1.50 timbre
 comp. et 10 c. par ligne en

BUREAU DE LA PUBLICATION
 à La Haye, N. 5, no 75.
 Le Directeur est M. J. M. Ploepers
 Le Rédacteur est M. J. M. Ploepers
 Le Compositeur est M. J. M. Ploepers

LA HAYE, 10 Février.

Nouvelles d'Italie.

Nous lisons dans le *Corriere Mercantile* de Gènes, les nouvelles suivantes de Naples, du 31 janvier, arrivées par le bateau à vapeur *il Lombardo* :

Le calme paraît rétabli à Naples. Le peuple est encore agité, mais les chefs cherchent à le calmer. De nombreuses patrouilles de jeunes gens parcourent la capitale et cherchent à persuader les *lazzaroni* de se tenir tranquilles.

La garde urbaine dite de *sicurezza interna* est devenue garde civique, et augmente de nombre à chaque instant.

Des estafettes arrivent de Rome à tous les instants, avec des dépêches de la cour pontificale et de lord Minto.

Quant aux nouvelles de la Sicile, voici les plus importantes. Les Palermitains sont maîtres de toute la ville : les troupes royales se sont retirées à plusieurs lieues de la ville, et ont signé un armistice.

Les Siriliens demandent la résidence du vice-roi à Palerme ou bien que le roi même réside six mois de l'année en Sicile. Ils exigent en outre avoir en leur pouvoir tous les forts jusqu'à ce que les nouvelles institutions soient mises en vigueur et garanties par quelque puissance étrangère : on paraît désigner l'Angleterre.

Messine et les autres villes les plus importantes de la Sicile ont suivi le mouvement de Palerme. Les navires de guerre anglais le *Thétis*, le *Gladiator* et le *Vengeance* sont arrivés à Messine venant de Naples et Malte. La *Vengeance* a continué son voyage pour Palerme. Les deux autres bâtiments sont restés à Messine et se sont placés entre la citadelle et la ville pour empêcher un nouveau bombardement.

D'après l'*Alba*, journal de Florence, l'effectif de l'armée napolitaine se compose de 99,068 hommes, savoir : soldats sous les drapeaux, 60,465 ; de la réserve, 35,305 ; artillerie du littoral, 3,298. Dans ces chiffres, les Suisses figurent au nombre de 6,124 hommes. L'artillerie suisse compte 171 hommes.

On lit dans l'*Observateur autrichien* :

Dans un des premiers numéros du journal *la Concordia*, qui se publie à Turin depuis le commencement de cette année, se trouve un article qui contient les accusations les plus fausses et les injures les plus révoltantes contre le gouvernement autrichien et particulièrement contre sa conduite dans le royaume lombardo-venitien.

Le ministre d'Autriche à Turin, étonné avec raison que les autorités de la censure sarde, récemment nommées, eussent permis la publication d'un article si injurieux contre un gouvernement ami, n'hésita pas à faire des représentations à ce sujet. Par suite de cette démarche, le gouvernement du roi exprima ses regrets sur ce qui s'était passé, déclara en même temps qu'il était fermement résolu à veiller à ce que la presse ne perdît pas de vue dorénavant les égards dus aux états étrangers et surtout amis, et annonça que le censeur qui avait autorisé l'impression dudit article avait été déchargé de ses fonctions.

Pour prévenir les fausses interprétations auxquelles pourrait donner lieu l'admission d'un article de cette nature dans une feuille d'un Etat ami, soumise à la censure, nous avons cru devoir communiquer à nos lecteurs ce court exposé sur le véritable état de la question.

Par arrêté du 4 février le Roi a accordé à M. P. F. van Hoogstraten sur la demande que celui-ci en a adressée à S. M. démission honorable de ses fonctions de capitaine de la garde communale de La Haye, en l'autorisant à porter l'uniforme et autres signes distinctifs du rang de capitaine.

Par un arrêté du même jour a été nommé capitaine de la garde communale de La Haye, le 1^{er} lieutenant M. J. C. van de Kastele; et le lieutenant en second J. H. A. Metscher a été promu au grade de 1^{er} lieutenant et M. J. M. Ploepers a été nommé lieutenant en second.

Un avis du département de la marine, adressé à la direction du chantier de l'Etat à Rotterdam, enjoint de tenir prêt le pyroscaphe de S. M. le *Phoenix*, pour au premier ordre partir pour l'île de Madère et être mis à la disposition de S. A. R. le Prince Alexandre des Pays-Bas.

(*Nieuwe Rotterdamse Courant*.)

Nous extrayons du *Nieuwe Rotterdamse Courant* le document suivant de statistique commerciale que ce journal dit avoir puisé à une source certaine.

Nonobstant les facilités accordées par les gouvernements de la Belgique et de la Prusse pour les expéditions par la voie ferrée d'Ostende et d'Anvers pour Cologne, Dusseldorf et les autres villes des provinces rhénanes, le transport des marchandises expédiées des Pays-Bas pour l'Allemagne par la voie du Rhin n'en suit pas moins de plus en plus un mouvement progressif.

En 1846 il avait été introduit, passant par Eimuerik, 5,745,000 quintaux de marchandises.

En 1847 le chiffre a été de 6,150,000 quintaux; par conséquent un excédant de 400,000 quintaux ou 10,000 lasts comparativement à 1846.

Bois de teinture, couleurs, épicerie, harengs, café, garance, huiles, riz, graines de colza et autres, soufre, *stokvisch*, légumes et poisson fumé, poisson frais, tabac, goudron, sont les principaux articles dont le commerce néerlandais a expédié par le Rhin pour l'Allemagne une plus grande quantité en 1847 qu'en 1846.

En 1847 on a expédié environ 88,000 quintaux de café, ce qui fait près de 3,000 lasts de plus qu'en 1846.

Pour le riz l'exportation a été de 128,000 quintaux ou 3,200 lasts.

Suivant les dernières nouvelles reçues sur l'état de nos principales rivières, la débâcle avait déjà commencé. Seulement sur le Wahal et le Bas-Rhin près Lent et au-dessous de Andelast, et surtout à Eck et Wiel la glace tenait encore, en sorte que par mesure de précaution on avait rehaussé les parties basses des digues. — La partie supérieure de l'Yssel charriait des glaçons par suite de la crue continuelle des eaux; dans la partie inférieure de cette rivière la glace tenait encore. — La glace sur le Lek à Wageningen et au Grebbe avait fait un mouvement, mais elle était prise de nouveau. Aucun changement n'avait encore eu lieu dans la partie inférieure de cette rivière. Il en était de même de la Merwede et de la Meuse, seulement la débâcle avait déjà commencé à Maestricht et à Grave.

M. W. I. Roelfsema, de Groningue, conjointement avec d'autres négociants en denrées coloniales, tabac et spiritueux, ayant formé le projet d'établir une réunion de négociants ayant pour but de favoriser ces branches de commerce, s'était adressé au gouvernement à l'effet d'obtenir l'autorisation nécessaire, et lui

avait soumis en même temps le règlement qui doit régulariser cette réunion. Cette autorisation n'est d'être accordée, sous la condition de se conformer aux lois et arrêtés existants sur la matière.

A la Bourse d'Amsterdam d'hier les cours des fonds hollandais sont restés à leur taux de la veille, sans avoir donné lieu à des affaires très animées.

Les fonds espagnols et portugais étaient plus faibles et sans beaucoup d'affaires.

Rien de remarquable ne s'est passé dans les transactions des autres fonds étrangers.

Le *Haarlemsche Courant* annonce que le Roi, par arrêté du 20 janvier, a décerné une médaille en argent au Dr L. J. de Jongh, comme un témoignage de sa satisfaction royale pour les soins apportés par M. de Jongh, à l'impulsion de la véritable huile de foie de poisson.

La même feuille nous apprend que S. M. le roi des Belges a fait parvenir à M. de Jongh une médaille en or.

Nous trouvons la correspondance suivante, en date de Berlin 31 janvier, adressée à la *Gazette universelle allemande* :

Notre gouvernement a aussi reçu, dit-on, à l'instar de celui de France, une note du cabinet de Suède, dans laquelle ce dernier sauvegarde son droit, basé sur les traités de 1815, de prendre part aux négociations diplomatiques relativement à la question suisse. Cette puissance est, en effet, du nombre de celles qui ont signé et garanti le pacte helvétique en 1815, et si jusqu'à présent elle n'a point été invitée à concourir aux démarches des grandes puissances dans cette affaire, il paraît qu'il ne faut s'en prendre qu'à un défaut de mémoire de M. Guizot, qui n'a adressé sa note circulaire du 4 novembre qu'à l'Autriche, la Prusse, la Russie et l'Angleterre. Il est difficile de croire que les réclamations du cabinet suédois aient un autre but que celui de sauvegarder dans la forme sa position diplomatique, attendu que cette puissance n'exercera probablement pas une nouvelle influence bien décisive sur la situation de la Suisse.

Le *Faro de Madrid* du 1^{er} février publie dans sa correspondance étrangère, une lettre de Londres où nous lisons le passage suivant :

« Avant de terminer, j'appellerai votre attention sur ce que l'on écrit de Madrid à quelques journaux de Londres, relativement au mauvais état de la santé de la reine Isabelle. Je ne sais si c'est d'une spéculation diplomatique ou autre chose, mais j'en suis d'autant plus choqué que toutes les nouvelles que je reçois de Madrid s'accordent à dire que notre souverain jouit de toute la vigueur d'une brillante jeunesse. Tous ces faux bruits font leur effet, etc. »

Le *Faro* dément de la manière la plus éclatante ces bruits mensongers, répandus, dit-il, par ces spéculateurs politiques et diplomatiques qui, dans le but de donner de l'intérêt à leur correspondance, ou peut-être dans des vues plus funestes à la tranquillité de l'Europe, s'obstinent à assombrir ce trône d'Espagne illuminé de tout l'éclat d'une jeunesse de 16 années. Que les agitateurs ou les spéculateurs qui font mouvoir des ressorts si indignes pour arriver à un but coupable, sachent bien que la presse espagnole ne consentira jamais à ce que l'on représente notre pays comme la terre classique de l'anarchie indéfinie, de l'infortune providentielle, des calamités sans fin dans le présent et dans l'avenir.

Nous ne nous lasserons point, continue *El Faro*, de signaler

ÉCARTON DU JOURNAL DE LA HAYE 10 FEVRIER 1848.

LES SEPT PÉCHÉS CAPITAUX.

L'Officiel. — La duchesse. (1)

CHAPITRE XXI.

Mme de la Roehaiguë, après un moment de silence, jetant sur M. de Maillefort un regard pénétrant, lui dit :

- Marquis, je vous ai deviné.
- Ah bah !
- Parfaitement deviné...
- Vous faites tout en perfection... ça ne m'étonne pas ; voyons donc cette stupéfiante divination.
- De peur de raviver mes regrets, je ne veux pas compter le nombre d'années pendant lesquelles vous n'avez pas mis les pieds chez moi, marquis... et voilà que, soudain... vous me revenez avec un empressément tout d'attache... Moi qui suis bonne femme et pas du tout glorieuse, je me suis dit...
- Voyons... baronne, qu'est-ce que vous vous êtes dit ?
- Oh ! mon Dieu !... je me suis dit tout simplement ceci : « Après le brusque délaissement de M. de Maillefort, qui me vaut donc de nouveau le plaisir de le voir devant moi ?... Probablement parce que j'ai été l'autrice de l'élude de son mariage, et que cet excellent marquis a un intérêt quelconque à revenir chez moi. »
- Ma foi, baronne, c'est à peu près cela...
- Comment, vous l'avez vu ?
- Il le faut bien...
- Vous allez me faire douter de ma pénétration en vous rendant si vite, marquis...
- Ne sommes-nous pas en pleine orgie... de franchise ?
- C'est vrai...
- Alors... à mon tour, je m'en vais d'abord vous dire... pourquoi j'ai soudain cessé de venir chez vous... c'est que, voyez-vous, baronne, moi je suis une manière de stoïque...
- Eh bien !... que fait là le stoïcisme !

— Ça fait beaucoup, car il m'a donné l'habitude... lorsqu'une chose me plaît extrêmement... d'y renoncer soudain, afin de ne me point laisser amollir par de trop douces habitudes... Voilà pourquoi, baronne, j'ai brusquement cessé de vous voir...

— Je voudrais croire cela... mais...

— Essayez... toujours... Quant à mon retour chez vous...

— Ah ! ceci est plus curieux.

— Vous avez deviné... à peu près juste...

— A peu près... marquis ?

— Oui, car bien que je n'aie aucun projet au sujet du mariage de votre pupille, je me suis cependant dit ceci : Cette prodigieuse héritière va être le but d'une foule d'intrigues plus amusantes... ou plus ignobles les unes que les autres... La maison de Mlle de la Roehaiguë sera le centre où aboutiront tant d'intrigues diverses. On sera là comme on dit, aux premières loges, pour voir tous les actes de cette haute comédie... A mon âge, et fait comme je suis... je n'ai d'autre amusement, dans le monde, que l'observation. J'irai donc en observateur chez Mme de la Roehaiguë... Elle me recevra, parce qu'elle m'a reçu autrefois, et qu'après tout, je ne suis ni plus sot ni plus ennuyeux qu'un autre. Ainsi, de mon coin, j'assisterai tranquillement à cette lutte acharnée entre les prétendants ; voilà la vérité ; maintenant, baronne, aurez-vous le courage de me refuser de temps à autre une petite place dans votre salon, pour observer cette bataille dont votre pupille doit être le prix ?

— Ah ! marquis, dit Mme de la Roehaiguë en hochant la tête, vous n'êtes pas de ces gens qui, sans prendre part à la mêlée, regardent les autres se battre.

— Eh... eh !... je ne dis pas non...

— Vous voyez donc bien, vous ne resterez pas neutre.

— Je n'en sais rien, — ajouta le marquis, et il appuya beaucoup sur les mots suivants : — Mais comme je suis assez compté dans le monde, comme je sais beaucoup de choses, comme j'ai toujours su maintenir mon franc parler, comme j'ai horreur des lâchetés, je vous avoue, que si, dans la mêlée, comme vous dites, ma chère baronne, je voyais perfidement attaquer ou menacer un brave guerrier, dont la vaillance m'aurait intéressé, j'irais, ma foi, à son secours par tous les moyens dont je puis disposer.

— Mais, Monsieur, — dit la baronne, en cachant son dépit sous un rire forcé, — cela, permettez-moi de vous le dire, cela est une sorte d'inquisition permanente, dont vous seriez le grand inquisiteur, et dont le siège serait, chez moi.

— Oh ! mon Dieu ! chez vous ou ailleurs, ma chère baronne ; vous sen-

tez bien que si, par caprice de jolie femme, et plus que personne vous pouvez vous permettre ces caprices-là, vous, disiez à vos gens qu'à l'avenir vous n'y serez jamais pour moi.

— Ah ! marquis, pouvez-vous penser ?

— Je plaisante, — reprit M. de Maillefort d'un ton sec, le baron est de trop bonne compagnie pour souffrir que votre porte me soit refusée sans raison, et il m'épargnera j'en suis certain, une explication à ce sujet. J'avais donc l'honneur de vous dire, ma chère baronne, qu'une fois résolu d'observer ce fait fort curieux, à savoir : — de quelle manière se marie, la plus riche héritière de France, je puis placer partout le siège de mon observatoire ; car, malgré ma taille, j'ai la prétention de voir, droit, de haut, et de loin.

— Allons, mon cher marquis, — dit Mme de la Roehaiguë redevenant souriante, — avouez-le, c'est une alliance offensive et défensive que vous me proposez ?

— Pas le moins du monde. Je ne veux être ni pour vous, ni contre vous. J'observerai beaucoup, et puis, selon mon petit jugement et mes faibles ressources, je tâcherai de servir ou de desservir celui-ci ou celui-là, si l'en vie m'en prend, ou plutôt si la justice et la loyauté l'exigent ; car vous savez combien je suis original.

— Mais pourquoi ne pas vous borner à votre rôle de curieux, d'observateur ? pourquoi ne pas rester neutre ?

— Parce que, et ce n'est pas moi, c'est vous qui l'avez dit, ma chère baronne, parce que je ne suis malheureusement pas de ceux-là qui peuvent voir les autres se battre, sans prendre un peu part à la mêlée.

— Mais enfin, — dit Mme de la Roehaiguë poussée à bout, — si, (et c'est une pure supposition, car nous sommes décidés à ne pas songer de long-temps au mariage d'Ernestine) ; si, par supposition, vous disais-je, nous avions quelqu'un en vue pour elle, que feriez-vous ?

— Je n'en sais, ma foi, rien du tout.

— Allons, Monsieur le marquis, vous jouez au fin avec moi, vous avez un projet quelconque ?

— Aucun. Je ne connais pas Mlle de Beaumesnil ; je ne vous propose personne. Je suis donc parfaitement désintéressé dans mon rôle de curieux, d'observateur, et puis enfin je vous demande un peu : qu'est-ce que cela vous fait, ma chère baronne, que je sois curieux et observateur ?

— Il est vrai, — dit Mme de la Roehaiguë en reprenant son sang-froid, — car, après tout, en mariant Ernestine, que pouvons-nous avoir en vue ? son bonheur !

— Parbleu !

(1) Voir le *Journal de La Haye* d'avant-hier.

au mépris de tous les hommes sensés de l'Europe des mensonges et de la trahison, et dont les conséquences peuvent être si importantes. Non il n'y a pas une ombre de vérité dans tous les bruits que l'on fait courir sur le mauvais état de santé de la reine d'Espagne; il est faux que la jeune souveraine dont la constitution est si énergique, dont la beauté est si pleine de sève et d'éclat, et dont la jeunesse embellit et semble aussi rajeunir sa cour, il est faux, disons-nous, qu'elle éprouve d'autres maux que ceux dont Dieu n'a pas plus exempté les souverains que les sujets. Telle est notre conviction intime et motivée.

Les nouvelles que nous recevons de Lisbonne vont jusqu'au 25 janvier. Dans la séance tenue ce même jour par la chambre des députés, la discussion sur les élections se termina, et il fut procédé à la formation de la liste des députés qui, conformément à ce que prescrit la charte constitutionnelle, devait être soumise au souverain pour qu'il y choisisse le président et le vice-président de la chambre des députés. Cette liste fut composée comme suit: M. M. J. R. de Costa Cabral, Marcelino da Vargas, l'évêque élu de Castello-Branco, Marcos Pinto Poarez Vaz Preto et le vicomte de Campana.

MM. José Marcelino da Vargas, et Antonio Corrêro Caldeiro furent nommés secrétaires. Par conséquent les bureaux appartiennent au parti du comte de Thomar. Le président nomma ensuite la commission qui devait présenter à S. M. la liste quintuple pour la présidence. Cette commission devait être reçue par la reine le même jour, 25 janvier.

Nouvelles de Suisse.

Berne, 2 février. Voici le résumé du projet de constitution pour le canton de Fribourg, élaboré par la petite commission constituante:

Le canton de Fribourg est une république démocratique. L'exercice extérieur de la religion catholique, apostolique et romaine, et des cultes réformés, est garanti dans les limites de l'ordre public;

- La liberté individuelle est garantie;
- La domicile est inviolable;
- Nul ne peut être distrait de son juge naturel;
- La presse est libre, la loi en réprime les abus. Ses dispositions ne peuvent être préventives;
- Le droit de pétition est garanti, ainsi que le droit de libre établissement;
- Tous les citoyens sont égaux devant la loi;
- La propriété est inviolable;
- Le territoire est inaliénable; il est divisé en cercles électoraux, en districts administratifs et arrondissements judiciaires, en communes;

La souveraineté réside dans le peuple; Il existe un pouvoir législatif, un pouvoir exécutif et administratif, un pouvoir judiciaire;

Les assemblées électorales nomment un député du grand conseil pour 15,000 âmes de population. La fraction au-dessus de 1,000 âmes donne également droit à un député;

Le pouvoir législatif appartient à un grand conseil, composé des membres nommés par les assemblées électorales, de dix membres nommés par le grand conseil lui-même;

La durée du grand conseil actuel demeurera fixée à neuf ans, à teneur du décret du gouvernement provisoire du 27 novembre 1847.

Dans sa prochaine séance, dit la Suisse, la Diète sera peut-être aussi appelée à délibérer sur un projet de décret important que lui propose la commission des Neuf, et dont voici la teneur:

Yu les différents rapports officiels des représentants fédéraux et notamment ceux de Lucerne, en date du 18 décembre dernier et leurs annexes, desquels il résulte avec un haut degré de vraisemblance que le conseil de guerre de l'ancien Sonderbund ou quelques-uns de ses membres ont fonctionné avec sollicitude à l'appui de leur résistance; armée aux décrets fédéraux d'intervention étrangères;

La Diète, considérant que cette conduite, soit d'après les lois générales, soit d'après les lois criminelles du canton de Lucerne, offre le caractère de trahison envers la patrie, et que la profonde indignation, qu'elle a produite sur la nation suisse, dont les plus graves intérêts ont ainsi été compromis, lui impose le devoir d'ordonner une enquête judiciaire contre les auteurs ou les complices de cet attentat;

Considérant que le canton de Lucerne a, en sa qualité de dépositaire responsable de la caisse des fonds de guerre fédéraux, subi une perte considérable par suite de l'infidélité des susdits prévenus, et qu'il lui appartient de les poursuivre;

Considérant néanmoins que, pour pacifier le pays, il importe de ne pas diriger des poursuites contre d'autres personnes, fonctionnaires ou particuliers, qui ont contribué, à cause de leurs tendances politiques, à la formation ou au maintien de l'alliance des sept cantons;

- Décède:
- 1° L'état de Lucerne est invité, moyennant compensation des actes nécessaires, à ouvrir une enquête judiciaire contre les personnes prévenues de trahison envers le pays, et à faire rapport à la diète, en temps opportun, sur le résultat de cette enquête;
 - 2° Il est recommandé à tous les cantons de l'ancien Sonderbund d'accorder une amnistie générale, abstraction faite des personnes désignées dans le premier et le deuxième des susdits considérants.

Nouvelles de France.

Paris, 7 février.

La discussion sur les banquetts réformistes a été ouverte, hier au sein de la chambre des députés de France, par un discours très habile de M. Duvergier de Hauranne. Cet orateur, sans accepter la responsabilité de toutes les tendances dangereuses qui se sont fait jour dans ces banquetts, a soutenu le droit qu'a l'opposition d'agiter le pays dans l'intérêt de ses idées. M. Grémieux a soutenu la même thèse, que deux conservateurs, M. Rouland et M. Quesnault, ont combattue.

On parle toujours des efforts que fait un certain parti de conservateurs dissidents, de réunions tenues dans ce but, et d'un amendement produit dans une de ces réunions.

Une de ces réunions de membres du parti conservateur qui, jusqu'à présent, avaient fait partie de la majorité, a eu lieu dans le huitième bureau de la chambre. On y a résolu, dit-on, sous la présidence et sur la proposition de M. Charles, député d'Eure-et-Loire, qu'on proposerait un amendement pour modifier le paragraphe du projet d'adresse qui se prononce contre les réunions réformistes. Vingt membres environ ont adhéré à cette résolution. Parmi eux, on désigne MM. Plougoum, Rouland, de Morny, Proa, Cousture, Benoit Foul, Faure, d'Aiguillon-Pajol, Debelleye et plusieurs jeunes députés. Ces noms seuls vous prouvent que cette fraction, qui veut que l'on concède quelque chose, se compose de membres entièrement dévoués jusqu'ici au cabinet.

Indépendamment de cette réunion, il y en a eu une autre des membres que l'on appelle les conservateurs progressistes. Cette fraction du parti conservateur, entièrement distincte de la précédente, a adopté l'amendement Sallandrouze, mais elle l'a modifié ainsi qu'il suit:

Après l'amendement Darblay (représentant d'une troisième fraction du parti conservateur), ajouter le paragraphe suivant qui se lie également au paragraphe de l'adresse: *Tomberont devant la raison publique éclairée par nos libres discussions:*

A milieu des manifestations diverses, votre gouvernement saura reconnaître les vœux réels et légitimes du pays. Il prendra, nous l'espérons, l'initiative de réformes sages et modérées qui rétablissent l'opinion publique, et parmi lesquelles il faut placer, d'abord, la réforme parlementaire. Dans une monarchie constitutionnelle, l'union des grands pouvoirs de l'Etat permet de suivre sans danger une politique de progrès, et de satisfaire à tous les intérêts moraux et matériels du pays.

La chambre des députés a décidé le 4, qu'elle voterait le projet de l'adresse, relatif à l'Algérie, elle entendrait M. Jules de Lasteyrie sur les explications qu'il a annoncées devoir demander au gouvernement sur les événements du Portugal. Voici les interpellations de M. de Lasteyrie:

C'est un devoir impérieux qui me fait monter à cette tribune. Il est pénible d'avoir à parler des événements politiques qui se passent dans un pays où je compte des amis dans tous les partis; mais dans l'intérêt de l'honneur et de l'influence de la France, il faut que la vérité tout entière soit connue, et dans cette discussion, n'oublions pas que pour l'Angleterre, le chemin de Madrid est par le Portugal.

L'orateur retraça le tableau des événements du Portugal, qui, selon lui, avait pris les armes pour une cause semblable à celle qui a amené la révolution de juillet. Il examina quelle a été la conduite du cabinet français dans ces circonstances; il lui reprocha de n'avoir pas assez fait pour sauver le Portugal des dangers qui l'entouraient. Il y avait une chose qui

pouvait sauver le Portugal, c'était d'affirmer le pouvoir et la liberté; c'était d'avoir un pouvoir respectable et respecté, et l'on n'est intervenu que pour remettre tout en question et laisser sans solution des questions importantes qui étaient soulevées, et abandonner ensuite le Portugal aux dangers de sa situation. Voilà tout ce qu'on a fait.

M. Guizot a répondu à M. de Lasteyrie, voici le discours prononcé par le président du conseil:

Tous sommes prêts à nous mêler des affaires intérieures du Portugal; nous n'avons point à d'intérêt direct et pressant qui nous y appelle. Il a fallu, pour nous décider à l'intervention qui a eu lieu dans les affaires du Portugal, il a fallu que la reine de Portugal elle-même nous le demandât, qu'elle nous le demandât au nom d'un traité positif, en réclamant un droit; que le gouvernement anglais et le gouvernement espagnol nous le demandassent également; que le trône de la reine de Portugal fût en effet en danger, et enfin que nous eussions un intérêt, un intérêt français à secourir la politique de l'Espagne notre alliée à Lisbonne, et à empêcher qu'elle ne fût compromise dans les événements qui pouvaient arriver à Lisbonne. Il a fallu tous ces motifs dont la concision est rare et difficile, pour nous décider à l'intervention.

Elle a eu lieu. Je n'en retracerai pas les événements, l'honorable préopinant veut de la faire.

Une fois l'intervention accomplie, nous nous sommes hâtés d'en sortir, de mettre fin à cette situation exceptionnelle et difficile le plus tôt que nous avons pu.

Comme le disait tout à l'heure l'honorable préopinant, le protocole qui avait réglé l'intervention imposait à la couronne de Portugal quatre conditions à remplir. Quand nous avons demandé à nos alliés, à nos co-intervenants ce qu'ils en pensaient; s'ils trouvaient comme nous que les conditions fussent remplies.

J'aurai l'honneur de mettre sous les yeux de la chambre une dépêche de l'ambassadeur du roi à Londres me rendant compte de la conversation qu'il avait eue avec lord Palmerston à ce sujet.

La dépêche est du 29 août 1837. J'avais chargé M. de Broglie de savoir quelle était la pensée de lord Palmerston sur l'état des affaires en Portugal, afin de mettre un terme le plus tôt possible à cette situation d'intervention, d'action commune et obligée des quatre puissances en Portugal, dont nous étions pressés de sortir.

Voici les termes de la dépêche: *Extrait d'une dépêche de M. de Broglie à M. Guizot, en date du 29 août 1837.*

« J'ai eu, de votre part, conformément au désir exprimé dans votre expédition du 19, demander à lord Palmerston quelles étaient ses idées, sur la situation actuelle des affaires en Portugal. Regardez-vous, lui ai-je dit, l'intervention comme arrivée à son terme, et le but du protocole du 21 mai comme atteint? »

« Le protocole, m'a répondu lord Palmerston, portait quatre conditions; 1° Le renvoi du ministère; il a donné sa démission; 2° la révocation des décrets révolutionnaires; ils sont révoqués; 3° l'amnistie; elle est accordée; 4° les élections et la convocation des cortès; l'époque en est fixée. Tout est donc accompli. »

« Ainsi, ai-je repris, nous rentrons dans l'état normal; plus d'action commune, chacun agissant de son propre chef. »

« D'accord, m'a répondu lord Palmerston, à moins, toujours que la reine ne revienne sur ce qu'elle a non seulement promis, mais exécuté avant que cela est possible aujourd'hui. »

« Alors comme alors, ai-je répondu; mais quant à présent toute action, comme cesse. Cela du reste vous importe plus qu'à nous, car vous avez en Portugal des intérêts et des habitudes que nous n'avons pas. »

« Voici donc quel est, à la fin du mois d'août, le résultat de la marche que j'avais fait faire auprès du cabinet anglais: il était constaté, en fait et reconnu entre les deux cabinets, que les quatre conditions du protocole étaient accomplies, que, par conséquent l'intervention cessait, que toute action commune était à son terme, et que chacune des puissances rentrerait dans sa situation régulière et distincte. »

D'après ce fait, je donnai au représentant de roi à Lisbonne les instructions que voici:

Extrait d'une dépêche de M. Guizot à M. de Baron de Farpantou (5 septembre 1837.)

« Maintenant que les questions les plus délicates sont résolues et qu'un nouveau cabinet est formé, il vous sera naturel d'être d'agir en toute occasion selon ses vœux. Les diverses conditions du protocole du 21 mai sont accomplies; vous n'avez plus à vous mêler ostensiblement des affaires du Portugal. C'est à la reine, à ses ministres, aux chambres portugaises, aux électeurs, à les régler selon leur pensée et leur droit. »

Le marquis connaissait si bien la noblesse et la bonté de cœur de Mme de Beaumesnil, qu'il fut doublement frappé de cet oubli à l'égard de la jeune artiste. Après quelques instants de réflexion, il pressentit vaguement que, par cette omission, il semblait inexplicable, il y avait dans cette circonstance autre chose qu'un manque de mémoire. Aussi, reprit-il:

— Vous êtes sûre, baronne, que cette jeune fille n'a reçu aucune rémunération de Mme de Beaumesnil? Vous en êtes bien sûre?

— Notre conviction a été si certaine à ce sujet — reprit la baronne, enchantée de cette occasion de se faire valoir — que j'ai fait faire un billet de cinq cents francs à cette jeune fille.

— C'était justice.

— Sans doute... Et savez-vous ce qui est advenu?

— Non, mais j'ai vu la jeune fille, et elle m'a dit qu'elle avait eu un billet de cinq cents francs.

— Cela est d'un grand cœur, — dit vivement le marquis; mais, vous le voyez, la comtesse n'avait pas oublié cette jeune fille. Sans doute elle lui aura remis à elle quelques témoignages de sa gratitude, ou l'aura fait laisser un legs...

— Vous ne croiriez pas cela, marquis, si vous aviez vu la misère décente mais significative, des vêtements de cette jeune fille. Cela faisait mal, et, certes, elle n'aurait pas été autrement habillée, si elle avait eu quelque part un legs de Mme de Beaumesnil; d'ailleurs, cette pauvre jeune fille, qui, sans être une passante, est une belle femme, n'aurait pas été si pauvre.

ajouta Mme de la Rochemaise avec une affectation de sensibilité, la délicatesse de sa conduite m'a si fort émue, que je lui ai proposé de venir donner des leçons de musique à Ernestine.

— Vrai! vous avez fait cela? mais c'est superbe.

— Vous confondez l'admiration avec l'étonnement, baronne. Je n'en ai rien pas du tout. Je sais des trésors de bonté, de mansuétude, de votre excellent cœur, — dit M. de Maillefort en cachant sous son habituel l'espérance qu'il avait d'être enfin sur la voie du mystère qu'il avait tant d'intérêt à pénétrer.

— Au lieu de railler la bonté de mon cœur, marquis, — répondit Mme de la Rochemaise, — vous devriez l'imiter; et tâcher, parmi vos nombreuses connaissances, de procurer des leçons à cette pauvre fille.

— Nous n'avons donc rien à craindre de votre observatoire, comme vous dites, mon cher marquis.

— Rien, absolument, ma chère baronne.

— Car enfin, si par hasard nous faisions fausse route.

— Ce qui arrive aux mieux intentionnés.

Certainement, marquis, vous ne manquerez pas alors de venir à notre aide, et de nous signaler l'écueil, du haut de votre lumineux observatoire.

On est observateur, c'est pour cela, — dit M. de Maillefort en se levant pour prendre congé de Mme de la Rochemaise.

Comment, marquis, — dit la baronne en minaudant, — vous me quittez déjà?

A grand regret, je vais faire ma tournée dans cinq ou six salons, afin d'entendre parler de votre héritière. Vous n'avez pas d'idée comme c'est amusant, et curieux, et parfois révoltant, tous ces bavardages, au sujet d'une héritière.

— Ah! mon cher marquis, — dit Mme de la Rochemaise en tendant sa main au bossu de la plus amicale, — parlons sérieusement. J'espère vous voir souvent, n'est-ce pas? très souvent. Et puisque tout ceci vous intéresse, malin curieux, soyez tranquille, je vous tiendrai au fait de tout, — ajouta mystérieusement la baronne.

— Et moi aussi, — répondit non moins mystérieusement M. de Maillefort. — De mon côté, je vous reconduirai tout ce sera délicieux, et à propos... de propos, — ajouta le marquis en se levant et d'un air très détaché (quoiqu'il fût venu chez Mme de la Rochemaise, pour voir Ernestine que pour tâcher d'obtenir quelques éclaircissements sur un mystère encore insaisissable pour lui), à propos de propos, — reprit donc le marquis, — avez-vous entendu parler d'un enfant naturel que laisserait Monsieur de Beaumesnil?

— Monsieur de Beaumesnil? — demanda la baronne avec surprise.

— Oui, — lui répondit le bossu, car, en déplaçant ainsi la question, il espérait arriver au même résultat d'investigation sans risquer de compromettre le secret qu'il croyait avoir surpris à Mme de Beaumesnil.

Où, avez-vous entendu dire que Monsieur de Beaumesnil eût eu un enfant naturel?

— Non, — répondit la baronne, — et c'est la première fois que ça m'est venu jusqu'à moi. Dans le temps, on a, je crois, parlé d'une liaison de la comtesse avant son mariage. Ce serait donc plutôt à elle, que se rapporterait l'histoire de ce prétendu enfant naturel; mais je n'ai, quant à moi, jamais rien entendu dire à ce sujet.

— Alors, que ce bruit regarde le comte ou la comtesse, — reprit le bossu, — c'est évidemment un conte absurde, ma chère baronne, puisque vous en ignorez complètement, vous qui, par votre position et par votre connaissance des affaires de la famille, devriez être mieux instruite que personne sur un fait si grave.

— Je vous assure, marquis, que nous n'avons rien vu, ni lu qui pût nous donner le moindre soupçon que Monsieur ou que Mme de Beaumesnil ait laissé un enfant naturel.

M. de Maillefort, doué d'infiniment de tact et de pénétration, fut avec raison convaincu de l'ignorance absolue de Mme de la Rochemaise au sujet de la fille naturelle qu'il supposait à la comtesse; il vit avec plaisir la limite de sa nouvelle tentative, désespérant presque de pouvoir accomplir les dernières volontés de Mme de Beaumesnil, ne sachant comment retrouver la trace de cette enfant inconnue.

Mme de la Rochemaise reprit sans remarquer la préoccupation du bossu: — Du reste, on dit tant de choses incroyables à propos de cet héritage!

N'a-t-on pas aussi parlé de legs aussi bizarres qu'on en fait dans les testaments de la comtesse?

— Vraiment?

— Ce sont encore là des histoires de l'autre monde, — reprit Mme de la Rochemaise avec un ton de dénigrement, marquis, car elle avait toujours été fort hostile à Mme de Beaumesnil, — la comtesse a laissé de... mesquites pensions à deux ou trois vieux serviteurs, et une petite gratification à ses autres domestiques... C'est à cela que se réduisent ces legs si magnifiques... Seulement pendant que la comtesse était un veuve de générosité, ajouta Mme de Rochemaise avec un redoublement d'orgueil, — elle n'aurait dû ne pas commettre l'ingratitude d'oublier une pauvre fille à qui elle devait pourtant bien quelque reconnaissance!

— Comment cela? — demanda le marquis, obligé de cacher ses pénibles sentiments en entendant la baronne attaquer la mémoire de Mme de Beaumesnil; — de quelle jeune fille voulez-vous parler?

— Vous ne savez donc pas que, pendant les derniers temps de sa vie, la comtesse, suivant l'avis de ses médecins, avait fait venir auprès d'elle une jeune artiste à qui elle a dû souvent de grands soulagements dans ses douleurs?

— En effet, l'on m'en a vaguement parlé, — répondit le bossu en cherchant à rassembler ses souvenirs.

— Eh bien! n'est-il pas probable que la comtesse n'ait pas laissé le moindre petit legs à cette pauvre fille? Si c'est un oubli... il ressemble furieusement à de l'ingratitude.

Vous n'avez également plus de concert officiel à établir avec les ministres d'Angleterre et d'Espagne. Les trois puissances voudront bien leur situation distincte et isolée. Il importe sans doute que la bonne intelligence subsiste entre elles et que leur influence, par l'organe de leurs représentants à Lisbonne, s'exerce dans le même sens. Vos excellents rapports avec sir H. Seymour et M. d'Ayllon me garantissent que c'est là, en effet, ce qui arrivera. Mais il importe également que le terme de l'intervention et de l'action commune soit clairement marqué, puisque les faits qui y ont donné lieu sont maintenant du passé.

Voilà, Messieurs, comment la situation s'est terminée pour nous; je crois qu'il est impossible de la faire d'une façon plus ouverte et plus correcte.

Maintenant, que dit l'honorable préopinant? Toute son argumentation repose sur un seul fait, que les élections en Portugal n'ont pas été loyales et pures.

Messieurs, je ne voudrais pas ici instituer un débat sur les élections de Portugal; j'ai bien assez de peine à défendre les nôtres à la manière dont elles sont attaquées. Mais, en vérité, une fois les cortès convoquées, une fois accomplies les grandes conditions politiques écrites dans le protocole, venir nous demander de suivre l'administration intérieure du pays; pousser l'action commune jusqu'à l'examen de la manière dont les élections ont été faites et des reproches qu'on peut leur adresser, cela dépasse évidemment les limites de l'intervention telle que nous l'avions conçue quand elle a commencé; c'est, comme j'avais l'honneur de le dire tout à l'heure dans mes instructions, c'est un acte d'administration intérieure.

Si l'honorable préopinant se bornait à demander au gouvernement français que son influence s'employât à Lisbonne au profit de la légalité, de la nationalité, de la conciliation, il aurait parfaitement raison, et je ne me refusais en aucune façon à des démarches semblables. Ce que je tiens à constater, c'est que l'intervention proprement dite, l'action commune des quatre puissances telle qu'elle avait été régie par le protocole du 21 mai, est et doit être épuisée.

L'année dernière, j'étais attaqué parce que j'avais fait de l'intervention en Portugal. Maintenant je suis attaqué parce que je n'en fais pas.

M. Charles Lesseps: Parce que vous l'avez faite pour la reine et que vous ne la faites pas en l'honneur du peuple!

M. le président du conseil: Je ne puis pas admettre et je n'admets pas le double reproche, ou plutôt je n'admets ni l'un ni l'autre.

J'ai accepté l'intervention en Portugal, quand elle m'a paru nécessaire et légitime; je l'ai limitée autant et aussitôt qu'il m'a été possible de le faire; c'est le devoir de tout gouvernement, dans une situation aussi exceptionnelle, d'en sortir le plus tôt possible, de rentrer le plus tôt possible dans le droit commun. C'est ce que nous avons fait, non pas isolément, mais de concert avec les autres cabinets qui étaient entrés comme nous dans l'intervention.

Maintenant, si on nous demande, je le répète, d'employer notre influence au profit des idées de justice, de liberté, de conciliation, nous le ferons de grand cœur. Mais nous ne pouvons pas la prolonger indéfiniment, nous ne pouvons pas la réclamer et nous ne pouvons pas obtempérer aux demandes d'action commune qu'on nous adresse; ce serait prolonger la situation d'intervention fort au delà de ce qu'elle a dû être; nous avons agi selon le droit et nous persistons dans cette ligne de conduite.

Nous avons maintenu une politique différente d'une politique indépendante. Nous avons pensé et nous pensons qu'il n'y a pas lieu d'intervenir en Portugal pour ce qui s'est passé depuis le mois de septembre; qu'il n'y a pas lieu d'exercer une action commune au nom des trois puissances. Cela ne veut pas dire que nous n'appliquons pas notre influence dans le sens de la légalité, de la conciliation. Ce à quoi nous nous refusons, ce à quoi nous persistons à nous refuser, c'est la continuation de l'intervention, c'est la prolongation de l'action commune des trois gouvernements.

Je dois dire que, d'après les dernières communications qui m'ont été faites, le gouvernement anglais ne nous le demande plus: il a en en Portugal, de tout temps, une situation beaucoup plus active que la nôtre. Nous n'avons pas et nous ne devons pas avoir la prétention de prendre en Portugal une situation semblable. Si le gouvernement anglais, avec toute son influence, avec toute son action dans le Portugal, ne peut venir à bout de ce qu'il a entrepris, certainement c'est qu'il y a dans la nationalité portugaise, dans l'état des partis en Portugal, des forces qui résistent à cette action extérieure.

Quant à moi, je suis convaincu que l'esprit de nationalité portugaise, dans tous les partis, résiste fortement à toute influence étrangère; que l'intervention est une de ces dernières extrémités qu'on peut être con-

traint à employer, mais qu'il faut prolonger le moins possible: c'est ce que nous avons fait en Portugal. C'est précisément pour rendre aux Portugais eux-mêmes la liberté de leur action, pour ne pas les mettre constamment en présence d'une volonté et d'une action étrangère, que nous avons mis un terme le plus tôt possible à l'action commune des trois puissances.

Voilà ce que nous avons voulu, et tenez pour certain qu'à l'heure qu'il est, c'est la nationalité portugaise, c'est l'esprit de nationalité qui résiste à l'action anglaise, et que si nous allions nous joindre à cette action, si nous allions nous placer derrière elle, nous blesserions le sentiment de la nationalité portugaise; peut-être nous obtiendrions quelques résultats momentanés, mais nous ne favoriserions pas cet esprit d'indépendance et de politique libre que nous avons tant l'intérêt à favoriser en Portugal.

Faits divers.

Commerce des vins en Champagne. — Un tableau dressé par la direction des contributions indirectes du département de la marine, fournit des données intéressantes sur l'importance du commerce des vins de Champagne mousseux.

La production se trouve partagée entre les trois arrondissements de Châlons, Epernay et Reims.

Voici quel a été le nombre de bouteilles expédiées du 1^{er} avril 1846 au 1^{er} avril 1847: de Châlons, 2.497,355; d'Epernay, 2.137,553; de Reims, 4.090,577. — Total, 8,725,485 bouteilles.

Il s'expédie à l'étranger deux fois autant de vin mousseux qu'il s'en consomme en France.

Le commerce de vin de Champagne embrasse le monde entier. On en envoie en Chine, en Perse, dans l'Océanie, aussi bien qu'en Angleterre et en Russie. Ces deux derniers pays sont les principaux débouchés.

Il y a trente ans, le nombre de maisons qui faisaient le commerce de vins de Champagne était restreint. On en comptait peut-être quinze ou vingt au plus; aujourd'hui, on en porte le nombre à près de trois cents.

Depuis quinze ans, la production du vin de Champagne a presque doublé, et sans doute la consommation a marché de pair, car les prix sont restés en moyenne aussi élevés, variant d'une année à l'autre, selon l'abondance, ou la qualité des récoltes. Les négociants qui veulent produire de bons vins achètent ordinairement leurs provisions en raisins, pour se procurer des vins de bonne qualité.

Maltage des pois. — Parmi les denrées alimentaires qui contiennent le plus de substance nutritive, les pois tiennent un rang distingué; l'analyse démontre à cet égard leur supériorité, même sur les céréales. Malheureusement, les pois secs forment un mets d'une saveur peu attrayante, ce qui en rend l'usage assez limité. Voici l'un des moyens qui peuvent contribuer à améliorer cet aliment, et à le faire entrer pour une plus forte part dans la nourriture des classes peu aisées, auxquelles il peut offrir une ressource économique importante.

Tout le monde sait que les semences riches en fécule subissent, au moment de la germination, un mouvement de fermentation intérieure qui convertit leur fécule en sucre, et modifie leur saveur; c'est par la germination que les grains de céréales deviennent propres à la fabrication de la bière et de l'alcool, en passant à l'état de *malt*. Or, les pois secs peuvent également devenir sucrés par l'opération du *maltage*. Il suffit de les faire tremper dans l'eau tiède, pendant douze à dix-huit heures. Au bout de ce temps, on laisse égoutter l'eau; les pois sont ensuite mis en tas pendant vingt-quatre heures. Alors les germes commencent à s'y montrer, et la radicle perce l'enveloppe du pois pour se faire jour au dehors. C'est le moment où la matière sucrée est arrivée à son *maximum* de développement. Les pois cuits à cet instant de leur germination, ont presque la saveur des pois verts; ils sont à la fois plus agréables au goût et plus nourrissants que les pois qui n'ont point subi cette préparation.

On écrit de Londres le 5 février: Hier, vers quatre heures et demie de l'après-midi, le parc St. James a été le théâtre d'un assassinat. Une jeune fille a été tirée, à bout portant, un coup de pistolet; à un soldat du régiment des gardes de *Goldstream*. Le coup a porté dans la tête, la victime est tombée et est morte presque sur le coup. La jeune fille a jeté le pistolet auprès du cadavre et s'est retirée lentement vers une des portes du parc. Arrêtée par deux officiers de police, qui étaient accourus au bruit de la détonation, elle a été conduite devant le magistrat de Bowstreet, qui lui a fait subir un premier interrogatoire. L'instruction préliminaire a continué aujourd'hui, et la malheureuse a été renvoyée devant les accises prochaines. D'après ses propres déclarations, elle se nomme Annette Mayer, est née à Bruxelles, et habite depuis longtemps Londres où elle était en service dans une maison des Jardins d'Hydepark. Il paraît que le soldat qu'elle a assassiné était depuis quelques jours son amant, et que c'est pour se venger de l'indifférence qu'il lui témoignait en dernier lieu qu'elle s'est portée à cet acte désespéré. Annette Mayer est âgée de 22 ans, son amant en avait à peine vingt. En apprenant qu'il était mort du coup qu'elle lui avait porté, elle a dit qu'elle ne désirait rien tant que de partager au plus tôt son sort. Cette malheureuse jeune fille a été déposée à Newgate.

Les journaux de Breslau publient de nouveaux détails sur les ravages

que la faim et le typhus font dans quelques districts de la Silésie. Dans un de ces districts, celui de Plessa, on ne compte pas moins de 3.000 enfants que l'épidémie a rendus orphelins.

VARIÉTÉS PARISIENNES.

Ces jours passés, il y avait un tout petit incendie au quartier Latin. — Tout le monde s'était mis à l'œuvre, — on allait être maître du feu. Un sergent de ville (il y en a partout) avait lésiné sur toutes les mains; — tout d'un coup il remarqua un monsieur qui interrogeait discrètement le gousset de son voisin.

— Dites donc, mon cher, fit-il en lui arrêtant le bras, pouvez-vous m'expliquer ce que vous faites là?

— Parbleu, je fais la chaîne, répondit effrontément le voleur.

Un vieux pair de France, qui possède un cœur ossifié dans un corps de momie, et a néanmoins toutes sortes de prétentions sentimentales, se vantait dernièrement auprès d'une de ses anciennes amies du printemps éternel qu'il avait établi dans son péjoratoire.

— Tel que vous me voyez, disait-il, je n'ai pas vieilli moralement depuis ma vingtième année, et mon vieux cœur est encore tout neuf.

— Je crois bien, vous ne vous en êtes jamais servi, interrompit la spirituelle Mme S. G.

Un personnage assez influent avait recommandé un jeune homme à un chef de division de ses amis.

Il s'agissait d'une place lucrative et très disputée.

— Eh bien! fit le solliciteur, avez-vous pensé à mon jeune homme?

— Ah! ça, mon cher, informations prises, il paraît que votre protégé est assez nul... presque zéro.

— Eh! eh! mon ami, un zéro bien placé a joliment son mérite.

Bou-Maza était en visite chez le général Delarue. On avait causé de choses et d'autres, quand l'Arabe, s'interrompant tout à coup: « Mais, j'y songe, explique-moi donc cela, général, lorsque tu es venu en Afrique, tu n'avais pas de femmes. On m'assurait qu'ici tu n'en as pas à toi. Que veut dire cela? Tu prends donc les femmes des autres? »

Et nous appelons ces gens-là des barbares!

Deux célèbres littérateurs, MM. Alexandre Dumas et Victor Hugo ont dernièrement daigné servir de témoins au mariage de la fille d'un envier de Monté-Cristo. Ce mariage avait lieu dans un petit village des environs de Saint-Germain.

On se présente devant M. le maire. C'était un petit homme à figure rusée, le chef couvert d'un bonnet de coton, et le nez surmonté d'une paire de lunettes.

— Les témoins de la future? dit-il d'une voix nasillarde.

Et nos deux grands hommes se présentent aussitôt.

— Votre nom? demande-t-il au plus voisin. — Alexandre Dumas.

— Comment s'écrit votre nom?

M. Dumas le regarde bien en face pour voir si c'est une plaisanterie; mais, comme il s'aperçoit que le brave officier municipal est de très-bonne foi, il dicte son nom lettre à lettre.

— Votre profession? lui demande encore le maire après avoir écrit.

— Homme de lettres, répond Dumas.

— Le bonhomme continue son grimoire, sans daigner lever les yeux sur celui qui lui parle.

Vient alors le tour de M. Victor Hugo, qui reçoit les mêmes demandes, et fait les mêmes réponses, partageant de toute son âme l'étonnement qu'éprouvait son confrère en talent et en infortune, de se voir interrogé aussi près de Paris.

Après eux, M. le maire appelle les témoins du futur.

Un grand et gros gaillard, à figure joyeuse, s'avance en riant.

— Votre nom, monsieur? lui est-il aussitôt demandé.

— Jean Griffet.

— Votre profession?

— Epicier à Saint-Germain.

Devant ce titre honorable, le maître ôte ses lunettes, se lève, et prenant une chaise:

— Daignez vous asseoir, monsieur, je vous prie de le faire avec respect.

Cette conclusion, devant nos deux grands hommes, qui se demandaient alors, en riant à leur tour, à quoi servait la gloire.

Non ce n'est pas du procès des mines de Guhemans ni de l'affaire Félix Petit qu'on s'est mis à faire la physiologie de la corruption. — Voici à cet égard ce qu'on lit dans le *Rouge et le Noir*, roman de mœurs politiques: écrit en 1828 par M. de Stendhal (M. Bayle, ancien consul du gouvernement de Juillet):

« Hé bien! je tiens que dans trente ans, les ministres seront un peu plus adroits, mais tout aussi honnêtes gens que ceux d'aujourd'hui. L'histoire d'Angleterre me sert de miroir pour notre avenir. Toujours il se trouvera un roi qui voudra augmenter sa prérogative; toujours l'ambition de devenir député; la gloire et les centaines de mille francs gagnés par Mirabeau, empêcheront de dormir les gens riches de la province. Ils appelleront cela être libéral et aimer le peuple.

l'endroit de la jeune artiste. — Je vous promets de m'intéresser à votre protégée, quoique j'ai peu d'autorité comme connaisseur en musique. Mais comment se nomme et où demeure cette jeune fille?

— Elle se nomme Hermine et demeure rue de Monceau. Je ne me souviens pas du numéro, mais je vous le ferai savoir.

— Et l'empêcherai donc pour Mlle Hermine, si je le puis, mais à charge de revanche, baronne, dans le cas où j'aurais aussi à réclamer votre patronage pour quelque prétendant à la main de Mlle de Beaumesnil, je suppose, que je verrais du haut de mon observatoire avoir le dessous dans la rude mêlée des concurrents.

— En vérité, marquis, vous savez mettre le prix à vos services, — répondit la baronne en souriant d'un air contraint. — mais je suis certaine que nous nous entendrons toujours parfaitement.

— Et moi donc, ma chère baronne, vous ne sauriez croire combien je me réjouis d'avance du touchant accord qui va désormais exister entre nous deux. Eh bien! après tout, j'ajoute le marquis avec un accent rempli de bonhomie, — avouons-le, notre petite débauche de sincérité nous a fâcheusement profité, nous voici en pleine confiance, n'est-ce pas, ma chère baronne?

— Sans doute, et malheureusement; — ajouta la baronne avec un soupir, — c'est si rare, la confiance!

— Mais aussi quand ça se rencontre, — répondit le marquis, comme c'est bon! hein! ma chère baronne.

— C'est divin, mon cher marquis. Ainsi donc, au revoir et à bientôt — je l'espère.

— A bientôt — dit M. de Maillefort, en sortant du salon.

— Maudit homme! — s'écria Mme de la Rochaigne, en hochant de son fauteur.

Et marchant à grands pas, elle donna enfin cours à ses sentiments, si difficilement comprimés.

— Il n'y a pas une des paroles de cet infernal bossu, — reprit elle, — qui n'ait été un sarcasme ou une menace.

— Le fait est que c'est un bien prodigieux scélérat, — s'écria le baron, qui apparut soudain à l'une des portes du salon, dont il écarta les portières.

CHAPITRE XXII.

À la vue de M. de la Rochaigne, apparaissant ainsi à peu de distance du salon où elle s'était tenue pendant son entretien avec M. de Maillefort, la baronne s'écria:

— Comment, Monsieur, vous étiez là?

— Certainement, car, pressentant que votre entretien avec M. de Maillefort deviendrait très intéressant, dès que vous seriez tous deux seuls, j'ai fait le tour par le petit salon, et je suis venu écouter là, derrière ces portières, tout près de vous.

— Eh bien! vous l'avez entendu, ce maudit marquis?

— Oui, Madame, et j'ai aussi entendu que vous avez eu la faiblesse de l'engager à revenir, au lieu de lui signifier nettement son congé. Vous aviez une si belle occasion!

— Eh! Monsieur, est-ce que M. de Maillefort ne peut pas être aussi dangereux de loin que de près? Il m'a bien fait comprendre; et d'ailleurs on ne traite pas avec cette grossièreté un homme de la naissance et de l'importance de M. de Maillefort.

— Et qu'en adviendrait-il donc, si l'on vous plaît?

— Il en adviendrait, Monsieur, que le marquis vous ferait demander satisfaction de cette impertinence. Vous ne l'avez donc pas entendu? Ignorez-vous donc qu'il a eu plusieurs duels toujours malheureux, pour ses adversaires, et que, dernièrement encore, il a forcé M. de Mornand à se battre dans une chambre pour une plaisanterie?

— Et moi, madame, je n'aurais pas été aussi benoîte... aussi débonnaire... aussi simple que M. de Mornand, je ne me serais pas battu... Ah! ah! Et voilà...

— Alors M. de Maillefort vous eût partout poursuivi, accablé de ses épigrammes, il y avait de quoi vous faire désertir le monde, à force de honte...

— Mais c'est donc une bête enragée que ce monstre-là! il n'y a donc pas de loi! Ah! si j'étais à la chambre des pairs, de tels scandales ne resteraient pas impunis; on ne serait plus à la merci du premier coupe-jarret — s'écria le malheureux baron. — Mais, pour l'amour de Dieu, à qui es-tu en a-t-il que veut-il, ce damné marquis?

— Vous avez, en vérité, bien de la pénétration, Monsieur? Il a pourtant parlé avec une assez insolente franchise. D'autres auraient pris des détours, auraient agi de ruse, M. de Maillefort, point. « Vous voulez marier Mlle de Beaumesnil. Je veux voir, moi, comment et à qui vous la mariez, et, si l'envie m'en prend, dans ce mariage j'interviendrai. » Voilà ce qu'il a eu l'audace de me dire. Et, cette menace, il peut la tenir.

— Heureusement Ernestine paraît avoir une peur horrible de cet affreux bossu, et Hélène doit lui dire qu'il était l'ennemi acharné de la comtesse.

— Qu'est-ce que cela fera. Supposons que nous trouvions un parti convenable pour nous et pour Ernestine, le marquis, par ses railleries, par

ses sarcasmes, n'est-il pas capable de donner à cette innocente fille...

l'aversion de celui que nous voudrions lui faire épouser? Et ce n'est pas seulement ici qu'il peut nous jouer ce tour odieux, et bien d'autres qu'il est capable d'imaginer; il nous les jouera partout où il rencontrera Ernestine... car nous ne pouvons pas la sequestrer, il faut que nous la conduisions dans le monde.

— C'est donc cela surtout que vous craignez? je serais assez de votre avis, si...

— Eh! Monsieur! est-ce que je sais ce que je crains, j'aimerais cent fois mieux avoir une crainte réelle, si menaçante qu'elle fût, je saurais du moins où est le péril, je m'arrangerais pour y échapper. Tandis qu'au contraire le marquis nous laisse dans une perplexité incessante; et cela peut nous faire commettre cent maladresses, nous gêner, et paralyser peut-être les résolutions que nous aurons à prendre dans notre intérêt. Il faut, en un mot, nous résigner à nous dire: il y a là un homme d'une pénétration et d'un esprit diabolique, qui voit où qui cherche à voir, ou à savoir tout ce que nous ferons, et qui, malheureusement, n'a mille moyens de réussir, tandis que nous n'avons aucun moyen; nous, d'échapper à sa surveillance.

— J'en reviens à mon idée de tout à l'heure, — dit le baron, d'un air très satisfait, — je la crois juste, vraie, évidente, cette idée.

— Quelle idée?

— C'est que le marquis est un bien prodigieux scélérat!

— Bonsoir, Monsieur, — dit impatiemment Mme de la Rochaigne, en se dirigeant vers la porte du salon.

— Comment, — dit le baron, — vous vous en allez comme cela, dans une pareille extrémité, sans convenir de rien?

— Convenir de quoi?

— De ce qu'il y a à faire.

— Est-ce que j'en sais quelque chose? — s'écria Mme de la Rochaigne hors d'elle-même et en frappant du pied. — Ce méchant bossu m'a complètement démoralisée, et vous achevez de me rendre stupide, par vos belles réflexions.

Et Mme de la Rochaigne quitta le salon dont elle referma la porte avec violence au nez du baron.

(la suite à demain.)

Toujours l'envie de devenir pair ou gentilhomme gagnera les ultras. Sur le vaisseau de l'Etat, tout le monde voudra s'occuper de la manœuvre, car elle est bien payée.

Ces lignes datent de vingt ans. Ne les dirait-on pas d'aujourd'hui même?

Au Théâtre-Historique le rideau se lève à six heures précises, de sorte que les spectateurs qui ne veulent rien perdre d'un drame intéressant, sont contraints de dîner à quatre heures au lieu de sept, qui est l'heure la plus généralement adoptée dans les bonnes maisons.

Or, quand on a avancé son dîner de trois heures, et qu'on a passé par les profondes et remuantes émotions d'un drame saisissant, il n'est pas étonnant qu'à minuit l'estomac se trouve en appétit. Aussi les représentations, de Monte-Christo sont-elles suivies de nombreux soupers, non-seulement chez les restaurateurs, mais encore dans les élégants hôtels du faubourg St. Germain et de la Chaussée-d'Antin.

Jeudi dernier, — après la première représentation de la seconde partie du drame, — une vingtaine de spectateurs appartenant au plus beau monde, étaient réunis autour d'une table splendidement servie. On causait un peu de la pièce et beaucoup de l'assemblée qui avait rempli la salle; on passait au feu d'une légère médisance: cette brillante élite d'une société où nul n'échappe à la critique, et dans cette revue générale on en vint à parler de Mme de N., éblouissante merveilleuse qui s'était montrée en grande loge, parée de tous ses diamants. Mme de N., qui a plus de vanité que de fortune, porte des diamants faux. C'est là que l'attendait la raillerie.

Une dame dont nous tairons le nom parlementaire, et qui passe à bon droit pour avoir beaucoup d'esprit, se permit à ce sujet un assez joli mot. — Je trouve, dit-elle, que l'écrin de Mme de N. était tout à fait de circonstance ce soir au Théâtre-Historique, ces ses diamants ont une certaine analogie avec la pièce que nous venons de voir.

— Quel rapport, demandèrent les convives, peut-il exister entre les diamants de Mme de N. et le drame de Monte-Christo?

— C'est que ces diamants sont des bijoux volés. Un voleur, on en fait dans les sociétés. Celui-ci est destiné à circuler, car dès le lendemain le mari de l'auteur, qui est très fier de l'esprit de sa femme, faisait courir le mot sur les bancs de la chambre et le répétait à tous ses collègues avec une indescriptible volupté.

Un calembourg de Napoléon. — Dans une des séances du conseil d'état, on s'occupait de la rédaction du code civil, titre du mariage, on en était arrivé à la question de savoir comment une femme qui aurait abandonné le domicile conjugal, pourrait être contrainte d'y rentrer. Le grave et savant Merlin était le premier à parler. D'abord, dit-il, on la sommerait.

Comment, reprit l'empereur, mais nous ne plaisantons pas ici, discussions sérieusement.

Je ne plaisante en aucune manière, sire.

Vous ne plaisantez pas! et quand on l'aura assommée, on sera bien avancé.

A ce mot, la gravité du sujet, le respect qu'inspirait la présence de l'empereur, qui ne tarda pas à s'apercevoir que seul il était coupable involontaire d'un calembourg, prit part à la gaieté générale, et elle fut telle, qu'il y eut nécessité de renvoyer la discussion au lendemain.

COUR D'ASSISES DU BRABANT.

Présidence de M. Van Camp. — Affaire de l'assassinat de Mlle Evenepoel et de ses deux servantes.

(Séance du 8.)

(Correspondance particulière du Journal de La Haye.)

Les débats de cette affaire qui a eu dans le public non seulement en Belgique, mais dans les pays voisins un très grand retentissement, ont commencé aujourd'hui devant la cour d'assises du Brabant. Les circonstances horribles qui ont accompagné ce triple assassinat, la persistance que l'un des accusés a mise à nier toute participation au crime, le cynisme de son attitude en présence des magistrats instructeurs, le repentir sincère de l'autre accusé, la position qu'occupait la demoiselle Evenepoel et qu'occupent sa famille dans la bonne bourgeoisie de Bruxelles, toutes ces circonstances donnaient à cette affaire un immense intérêt qui s'est accru en quelque sorte par le mystère qui a longtemps caché les assassinats aux poursuites de la justice.

Aujourd'hui des huit heures du matin la foule se pressait aux abords de la salle de la cour d'assises; à neuf heures les portes de la salle sont ouvertes aux personnes qui ont obtenu des cartes pour les places réservées. Toutes les places du prétoire sont envahies en un instant. Un certain nombre de dames dont quelques-unes en toilettes très fraîches, occupent des sièges devant l'enceinte réservée aux témoins et celle du barreau. Des sièges ont été réservés aux membres du corps diplomatique, aux magistrats, etc. derrière le bureau de la cour. Nous remarquons parmi les personnes qui occupent ces sièges M. le comte de Weyna, ministre d'Autriche.

Au pied de la cour sont déposés les pièces de conviction: des vêtements souillés, quelques-uns des objets volés chez la demoiselle Evenepoel; les dalles ensanglantées sur lesquelles étaient étendus les cadavres des victimes, le marteau et le ciseau qui ont servi à les assommer et à les égorger.

Quelques instants après, les accusés sont introduits. Un silence solennel se fait dans la salle, tous les regards se portent sur les deux accusés. Les traits de Rosseel fortement prononcés accusent les instincts brutaux et grossiers qui expliquent le crime atroce dont il s'est rendu coupable et qu'il a avoué. Ses yeux vifs et pétillants surmontés d'épais sourcils noirs, il a les lèvres grosses et saillantes, le front bas et déprimé, le teint légèrement coloré. Sa taille est un peu au-dessous de la moyenne; il porte une redingote marron foncé, un pantalon rayé de couleur foncée, une cravatte rouge et un gilet noir. Son attitude est assez calme.

Les traits de Vandeploeg, le second accusé, sont plus fins que ceux de son complice, sa physionomie n'annonce pas son infirmité (Vandeploeg est borgne). Il est aussi d'une taille moyenne. Il est vêtu d'une redingote de drap noir.

Plusieurs artistes qui se trouvent dans l'enceinte réservée prennent le croquis des accusés. Nous remarquons entr'autres M. Van Nerve, président de l'académie des beaux-arts de Bruxelles et M. Wirtz.

M. le procureur-général de Bayat occupe le fauteuil du ministère public. M. Verhaegen jeune, fils du représentant de Bruxelles, et M. Gilbert sont au banc de la défense.

M. le procureur général, vu la longueur présumée des débats, requiert qu'il soit adjoint au jury de jugement, un juré supplémentaire.

Après les réquisitions exercées par les défenseurs, le jury se trouve composé de la manière suivante: MM. Hesse, Lagasse, notaire à Wavre, Wodon, rentier à Bruxelles, Melens, négociant à Louvain, Vandermerschden, propriétaire à Bruxelles, Boukmans, fermier à Hambeck, Berken, médecin à Diest, Rommel, notaire à Bruxelles, de Rommelaere, propriétaire à Bruxelles, de Viron, propriétaire à Dilbeek, Li bart, propriétaire à Bruxelles, Armants, propriétaire à Geets-Bétt, et M. Faillry, propriétaire à Wavre.

M. le président adresse quelques questions préliminaires d'usage aux deux accusés qui déclarent se nommer Jean François Rosseel, âgé de 29 ans, menuisier à Zedelghem, petit village de la Flandre occidentale, à deux lieues de Bruges, domicilié en dernier lieu à Bruges.

Et le 2 Guillaume Vandeploeg, âgé de 27 ans, sans profession, né à Vossen, petite village du Brabant, domicilié en dernier lieu à Bruxelles.

M. le greffier van Hoorde donne lecture de l'acte d'accusation que nous avons publié.

Les accusés écoutent sans aucune émotion apparente cette lecture des charges accablantes qui pèsent sur eux.

Sur la demande du président Rosseel répond qu'il a compris l'acte d'accusation et qu'il ne se pas compris; en conséquence M. l'interprète donne lecture de la traduction en flamand, de cette pièce.

Après la lecture de l'acte d'accusation il est procédé à l'appel nominal des témoins, qui sont au nombre de 125.

Sur la réquisition de M. le procureur-général, les témoins se retirent dans la chambre qui leur est destinée. A l'appel du nom de Barbe-Anna, 44 maître-tresse de Vandeploeg un vif mouvement de curiosité de fait remuait dans l'auditoire, en passant près de l'accusé son ancien amant, elle échange avec lui un sourire; Vandeploeg, semble oublier qu'il est placé sous le coup d'une accusation capitale; Barbe-Anna n'a que mise et une tenue très décente.

A l'appel du nom d'Antoinette Bakmans, ancienne servante de Rosseel, cet accusé relève la tête et sourit.

Par l'ordre de M. le président les huissiers distribuent aux jurés et aux dé-

fenseurs des exemplaires du plan du rez-de-chaussée de la maison E et pool.

Il est procédé à l'interrogatoire de l'accusé Vandeploeg.

D. N'avez-vous pas reçu de la succession de votre frère une somme de 2500 fr. environ.

R. J'ai reçu cette somme en diverses fois.

D. Vers quelle époque.

R. L'année dernière, vers cette époque.

D. Ne vous êtes-vous pas établi comme boulanger à Ixelles, vers cette époque.

R. Oui.

D. N'est-ce pas à cette époque que le nommé de Bast vous a vendu son fonds.

R. Oui.

D. Ne lui avez-vous pas payé comptant.

R. Oui.

D. N'avez-vous pas payé aux frères Jacquot à Ixelles une somme de 336 fr. 83 c.

R. C'est possible.

D. Quel était le prix du bail de la maison que vous occupiez à Ixelles.

R. Je crois que c'était 450 fr.

D. N'avez-vous pas payé par anticipation.

R. Je ne me le rappelle pas.

D. N'avez-vous pas, en décembre 1846, acheté des meubles?

R. Oui.

D. Vous avez été emprisonné, le 20 février.

R. Je ne me rappelle pas l'époque.

D. C'était pour avoir mis le feu à votre maison.

R. Oui.

D. Le mobilier était-il assuré.

R. Oui.

D. Pour quelle somme?

R. Je ne me le rappelle plus.

D. N'avez-vous pas à votre entrée en prison deux pièces de 10 florins?

R. Oui.

D. N'avez-vous pas dit à cette même époque au gérant de la société des moulins de Molenbeck que vous étiez tellement dans la gêne que vous seriez obligé de lui céder vos meubles en paiement.

R. Cela est faux.

D. N'a-t-on pas trouvé dans un coffre chez vous 122 fr. 50.

R. Je l'ignore.

D. Toutes vos ressources n'ont-elles pas servi à payer vos dettes.

R. Je n'en sais rien.

D. Rosseel était-il un de vos chalandiers?

R. Oui.

D. N'avez-vous pas dit en prison que vous étiez sans ressource et que vous aviez beaucoup de dettes.

R. Non.

D. N'avez-vous pas emprunté 5 francs d'un nommé Gotaers en prison?

R. C'est faux.

D. N'avez-vous pas dit après votre sortie de prison, qu'il ne vous restait d'autre ressource que le suicide?

R. C'est faux.

D. N'avez-vous pas dit que vous feriez un malheur?

R. Non.

D. N'avez-vous pas dit que vous étiez comme un oiseau tombé du ciel qui ne sait plus de quel bois faire fêche.

R. Quand on sort de prison on est comme un oiseau tombé du ciel.

D. N'étiez-vous pas dans un dénuement tel que des ouvriers votés ont souvent donné une partie de leur nourriture?

R. C'est faux.

D. N'est-ce pas au mois de juillet que vous avez touché à Terwueren 100 fr., qui vous revenaient encore sur la succession de vos parents.

R. Je ne me rappelle pas l'époque.

D. Quand vous avez quitté V., logement de la femme Piané, n'êtes-vous pas allé chez le maçon Vandenhove, au quartier Louise?

R. Vandenhove me devait de l'argent. Je suis allé me loger chez lui pour me payer.

D. N'avez-vous pas parlé à quelques personnes de grands coups à faire pour se procurer de l'argent?

R. Non.

D. Depuis quand connaissez-vous Rosseel?

R. Je ne me le rappelle pas, je ne l'ai pas écrit.

D. N'avez-vous pas fait sa connaissance en prison?

R. Je le connaissais avant.

D. Dans la dernière quinzaine d'août n'êtes-vous pas allé à Alesberg avec Rosseel?

R. Oui.

D. N'était-ce pas pour voir un nommé Swalens, qui devait vous indiquer une maison où il y avait un bon coup à faire?

R. Je ne connaissais pas Swalens, Rosseel ne m'a rien dit.

D. Ne connaissez-vous pas le nommé Sylvestre?

R. Non.

D. Ne vous êtes-vous pas rendu avec ce Sylvestre, ou tout autre vers la grand-place et n'avez-vous pas rencontré Rosseel.

R. Je ne m'en souviens pas.

D. N'avez-vous pas parlé avec Rosseel en le prenant à l'écart, d'un bon coup à faire.

R. Non.

D. N'avez-vous pas dit à Rosseel qu'il y allait de la vie et ne vous a-t-il pas dit qu'il s'était procuré des passeports.

R. Non, je n'ai jamais vu de passeports.

D. Rosseel n'est-il pas allé chez vous au quartier Louise.

R. Je n'ai jamais vu Rosseel là?

D. N'avez-vous pas fait avec Rosseel et Vanderbeecke le projet de commettre un roi à main armée chez la femme Tartar des fossés aux loups?

R. Non jamais.

D. N'êtes-vous pas allé le 31 août dans cette rue avec l'intention de réaliser ce projet et n'en avez-vous pas été empêché par le domestique de la maison qui vous a chassé.

R. Devant le juge d'instruction vous avez déclaré que vous diriez devant le jury des choses qui feraient disparaître Vandebeccke sous le plancher. Vous êtes maintenant devant le jury vous pouvez parler. L'accusé garde le silence.

D. N'avez-vous pas vu chez Vandenhove où vous logiez un poignard fait avec un tronçon d'épée.

R. Je ne sais pas ce que c'est qu'un poignard je n'en ai jamais vu.

D. Rosseel n'est-il pas été vous voir, le 1er septembre.

R. Non.

D. Où avez-vous passé la soirée du 1er septembre.

R. Je suis allé à la plaine d'exercice où j'ai bu un litre de fero et mangé une tranche de jambon.

D. Le 2 septembre, un crime affreux a été commis chez les demoiselles Evenepoel; est-ce ce jour-là ou la veille que vous êtes allé à la plaine d'exercice?

R. Je ne me le rappelle pas.

D. N'êtes-vous pas allé ce soir-là dans plusieurs cabarets avec Rosseel?

R. Non.

D. Comment avez-vous passé la journée du 2 septembre.

R. Je suis resté chez moi une partie du jour.

D. A quelle heure êtes-vous sorti?

R. Je ne me le rappelle pas.

D. N'avez-vous pas vu Rosseel ce jour-là?

R. Non.

D. Dans quel cabaret êtes-vous allé?

R. Je crois que c'est chez un nommé Smets.

D. Quelle heure était-il quand vous avez quitté le cabaret.

R. Je ne me le rappelle pas.

D. Où êtes-vous allé ensuite.

R. A la maison des brasseurs.

D. A quelle heure en êtes-vous sorti.

R. Vers 11 heures.

D. Où êtes-vous allé ensuite.

R. Je suis rentré chez moi à minuit.

D. Qui vous a ouvert.

R. Vandenhove lui-même.

D. La femme Smets a déclaré que Vandeploeg n'était pas venu dans son établissement dans la soirée du 2 septembre.

D. J'y suis pour tout dire.

D. Personne ne vous a vu ni dans le cabaret à la ville d'Anvers, ni à la maison des brasseurs ni ailleurs être allé.

R. L'accusé persiste dans son affirmation.

D. Enfin Vandenhove a déclaré qu'il ne vous avait pas ouvert et qu'il ne

vous avait pas vu cette nuit-là.

R. Je suis pourtant rentré à l'heure que j'indique et on m'a ouvert.

L'assurance de l'accusé ne s'est pas démentie un seul instant pendant tout cet interrogatoire.

L'audience est suspendue à 1 heure pour être reprise à 1 heure et demie.

Toute la place du Palais de justice est couverte d'une foule avec laquelle les gendarmes ont beaucoup de peine à maintenir un passage libre.

THEATRE-ROYAL-FRANCAIS DE LA HAYE.

Jeudi 10 Février 1848. — (Représentation n° 99.)

Ne touchez pas à la Reine,

opéra-comique en trois actes, paroles de M. Scribe et G. Vaës, musique de M. Boisselot.

Précédé de :

Le Poltron,

vaudeville en un acte de M. Bayard, A. Pliouze et Regnard.

Le spectacle sera terminé par UN DIVERTISSEMENT, arrangé par M. Collet, maître de ballet.

On commencera à 7 heures et récréation.

ANNONCES.

M. S. N. DENTZ, Dentiste de LL. MM. le Roi et la Reine et de LL. AA. RR. le Prince d'Orange et le Prince Frédéric des Pays-Bas, arrivera le 12 dans la résidence pour y séjourner jusqu'au 16 de ce mois, il descendra à l'Hôtel du Tourist, sur la Kleine Groenmarkt.

Cours des Fonds Publics.

Bourse d'Amsterdam du 8 Février.

Table of public funds prices for Amsterdam, including categories like Dette active, Pays-Bas, Russie, Espagne, Autriche, France, Brésil, Portugal.

Bourse de Paris du 7 Février.

Table of public funds prices for Paris, including categories like France, Espagne, Naples, Pays-Bas, Belgique.

Bourse d'Anvers du 8 Février.

Métaux, 5 1/2 % — Naples, 5 % — Ard., 5 % 1/2 p. — Dette d'Espagne, 5 % — Passivo 5 % — Lots de Hesse 5 % — Coupons de la Bourse (2 heures) Anvers 16 7/8.

GIECEN DE FER HOLLANDAIS. — PERIODE D'HIVER.

HEURES DE DÉPART: D'Amsterdam à Rotterdam.

Table of train departure times from Amsterdam to Rotterdam.

De Rotterdam à Amsterdam.

Table of train arrival times from Rotterdam to Amsterdam.

LA HAYE, chez Léopold Loebenberg, Spui, 75.